

## Réunion d'information

# ANALYSE GENRE DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES: CAS DU SYSTÈME FISCAL ET DOUANIER

RFP/MAR30/2022/05974

LE 6 AVRIL 2022

# Plan de l'intervention

- 1. Contexte de la mission**
- 2. Objectifs et résultats attendus**
- 3. Description de la mission et livrables**
- 4. Aspects opérationnels**
- 5. Expertise recherchée**
- 6. Q&A**

# Plan de l'intervention

- 1. Contexte de la mission**
- 2. Objectifs et résultats attendus**
- 3. Description de la mission et livrables**
- 4. Aspects opérationnels**
- 5. Expertise recherchée**
- 6. Q&A**

# Programme d'appui au renforcement de la Budgétisation Sensible au Genre

## Contexte partenarial :

Partenariat entre le Centre d'Excellence pour la BSG (CE-BSG, au sein du Ministère de l'Economie et des Finances), l'ONU Femmes, l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne pour le **renforcement de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) à l'horizon 2023.**

**L'objectif est de renforcer la prise en compte du genre dans la programmation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques afin d'assurer que celles-ci répondent de manière performante et cohérente aux besoins des citoyens et citoyennes et contribuent à la réduction des inégalités de genre.**

# Concepts et Principes de la BSG

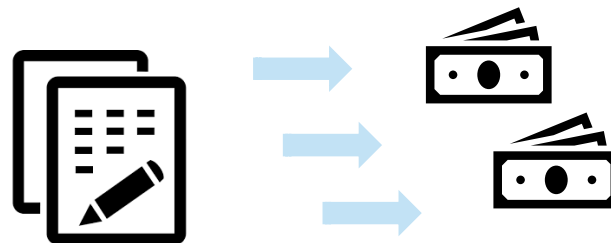


La BSG est une ensemble de méthodes et d'outils visant à garantir que la collecte et l'allocation des ressources publiques sont effectuées de manière **équitable** et **efficace** et contribuent à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

La Budgétisation Sensible au Genre (BSG) est une approche budgétaire axée sur la performance et respectueuse des principes financiers **d'efficience, d'efficacité et d'équité**.

**La BSG est un outil important des politiques publiques qui se fonde sur le postulat que :**

Le Budget public reflète les priorités sociales et économiques d'un gouvernement



Il constitue la traduction en termes d'allocation budgétaire de l'engagement gouvernemental sous forme de politiques et programmes publics

***Sans moyens financiers, la concrétisation des engagements pour l'égalité est impossible***

# Éléments sur la BSG au Maroc

- Une réforme dont la réflexion a été entamée au début des années 2000 et qui est étroitement liée à la réforme budgétaire relative à la gestion axée sur les résultats (GAR)
- 2013 – Création du **Centre d'Excellence pour la Budgétisation Sensible au genre (CE-BSG)** au sein du Ministère de l'Economie et des Finances, plateforme d'expertise ayant pour mission d'accompagner et de former les parties prenantes au processus de BSG
- Institutionnalisation de la BSG au niveau de la Loi Organique relative à la Loi des Finances en 2015, notamment à travers l'article 39 qui stipule : *«L'aspect genre est pris en considération lors de la fixation des objectifs et des indicateurs [...] » des programmes budgétaires (Projets de Performance, PdP)*

# L'Analyse genre sectorielle : outil clef de la BSG

**Constat : La « gendérisation » des stratégies et des programmes budgétaires des départements ministériels nécessite une connaissance fine des enjeux genre de leur secteur**

Circulaire du Chef du Gouvernement n° 07/2017 relative au lancement des opérations de préfiguration de la budgétisation sensible au genre axée sur la performance dans le cadre de la réforme de la loi organique relative à la loi de finances :

*“Les départements ministériels et les institutions publiques concernés sont amenés, au regard des dispositions de la nouvelle LOF, à procéder à des diagnostics genre pertinents accompagnés d’une définition précise des objectifs à atteindre en termes de réduction des inégalités de genre, tout en déclinant les politiques, stratégies et programmes en objectifs, résultats et indicateurs sensibles au genre”*

# Le Ministère de l'Économie et des Finances

Le **MEF** est notamment chargé des questions budgétaires et fiscales.

Il a particulièrement la charge de l'élaboration de la loi de finances, de la définition, de la discussion et de l'élaboration des politiques fiscale et douanière ainsi que du suivi de leur mise en pratique.

Il est en outre chargé du recouvrement des recettes publiques et du paiement des dépenses publiques.

Les politiques fiscale et douanière sont notamment mises en œuvre par deux structures clés qui seront ciblées par le diagnostic :

- **La Direction Générale des Impôts (DGI)**
- **L'Administration des Douanes et Impôts indirectes (ADII)**



# Genre et fiscalité

**L'élaboration et la mise en œuvre de la politique fiscale et douanière implique des enjeux genre fondamentaux ayant fait l'objet de réflexion au niveau international.**

- Existence au sein du système fiscal de biais de genre explicites (traitement différent des hommes et des femmes) ou implicites (dispositions des systèmes fiscaux qui, en raison des normes sociales de genre, ont des impacts différents sur les hommes et les femmes)
- Des niveaux de revenus et leur suffisance pour le financement adéquat des services publics pertinents pour les femmes, notamment pour réduire le travail non rémunéré ;
- La question des femmes au sein de l'administration fiscale, l'impact de la féminisation sur les administrés ou encore sur la corruption, et leur accès à des postes de décision concernant la fiscalité
- Les frais d'utilisations et les taxes informelles qui, bien qu'ils se situent à la marge du système fiscal, peuvent impacter de manière différenciés les femmes et les hommes qui utilisent les services concernés.

# Genre et politiques douanières

## **Une réflexion bien moins développée au niveau national et international**

- Problématiques de diversité et d'inclusion des femmes aux sein des administrations douanières, notamment dans leur composante paramilitaire ;
- Perspective d'assurer un environnement commercial sûr et accessible aux femmes.

# Plan de l'intervention

1. Contexte de la mission
2. Objectifs et résultats attendus
3. Description de la mission et livrables
4. Aspects opérationnels
5. Expertise recherchée
6. Q&A

# Objectif de la mission

---

**Identifier et expliquer les enjeux genre au sein du système fiscal (fiscalité d'Etat) et douanier marocain, ainsi que la pertinence des rôles et des responsabilités des acteurs du secteur, en vue de proposer des recommandations et des pistes d'amélioration pour le renforcement de l'intégration du genre dans l'action législative et administrative du Ministère de l'Economie et des Finances.**

# Résultats attendus

- *Un diagnostic genre sectoriel est élaboré, suivant une méthodologie participative, multi-niveaux et multi-acteurs, basé sur des données quantitatives et qualitatives, qui présente de manière détaillée et contextualisée (différences régionales, locales, etc.) l'état des lieux des inégalités/discriminations/biais basés sur le genre subsistant dans le système fiscal (fiscalité d'Etat) et douanier, ainsi que les lacunes existantes, tant au niveau législatif, qu'au niveau programmatique et institutionnel.*
- *Des recommandations pour le renforcement de l'intégration du genre dans l'action fiscale et douanière du Ministère, notamment pour l'identification d'objectifs et d'indicateurs sur l'égalité de genre dans les programmes en phase d'identification et de formulation (en cohérence avec le Programme National Intégré pour l'autonomisation des femmes et des filles à l'horizon 2030, Maroc-Attamkine, et les ambitions articulées dans la loi cadre pour portant la réforme fiscale ainsi que dans le Nouveau Modèle de Développement) sont proposées et une feuille de route pour leur mise en œuvre est élaborée de manière participative ;*
- *Le MEF est accompagné pour l'intégration du genre non seulement au niveau de sa programmation budgétaire, ainsi qu'au niveau d'autres actions qualitatives liées au genre que le MEF peut prendre, telles que des propositions de mesures fiscales dans le Projet de loi de finances concernant certaines catégories.*

# Plan de l'intervention

1. Contexte de la mission
2. Objectifs et résultats attendus
3. Description de la mission et livrables
4. Aspects opérationnels
5. Expertise recherchée
6. Q&A

# Phase 1 - Préparation de la mission.

## Objectifs de la phase :

- Prise de contact avec l'équipe projet et cadrage de la mission à travers une réunion de lancement;
- Elaboration d'un benchmark des bonnes pratiques fiscales et douanières en matière d'intégration du genre
- Développement de la méthodologie d'analyse et des outils de collecte des données ;
- Planification des actions de communication autour du processus de diagnostic et des résultats

## Livrables de la phase :

Livrable 1 : Un rapport de démarrage et une présentation Power Point reprenant les points clés

# Phase 2 - État des lieux de la question de l'égalité des genres et analyse selon le genre

## Objectifs de la phase :

- Revue documentaire approfondie (documents légaux et réglementaires encadrant le système fiscal et douanier, les documents stratégiques et programmatiques du MEF) et collecte des données (focus et entretiens avec les acteurs clés du secteur au niveau central et décentralisé auprès d'un échantillon de six régions ;
- Analyse multi-dimensionnelle des données (niveau méta/macro/méso/micro, croisement des enjeux genre et climat);
- Rédaction du rapport de diagnostic et identification des recommandations stratégiques, programmatiques et opérationnelles
- Restitution auprès de l'équipe projet et finalisation du diagnostic

## Livrables de la phase :

Livrable 2 : Un rapport de diagnostic genre sectoriel avec des recommandations concrètes pour l'intégration du genre au niveau de la stratégie et des programmes ainsi que pour l'institutionnalisation du genre au niveau de la politique fiscale et douanière du MEF et une présentation Power Point reprenant les points clés.



# Phase 3 - Déclinaison opérationnelle des recommandations

## Objectifs de la phase :

- Elargir la restitution des résultats du diagnostic aux parties prenantes et décliner de manière participative (3 ateliers de travail) les recommandations en document opérationnel pour le renforcement de l'intégration du genre dans l'action du MEF

## Livrables de la phase :

Livrable 3 : Un rapport contenant les modalités de mises en œuvre des recommandations (

# Phase 4 - Accompagnement pour l'intégration des enjeux de genre dans l'action fiscale et douanière du MEF

## Objectifs de la phase :

- Animer au moins 12 sessions d'accompagnement en présentiel ou en distanciel avec les représentants du MEF au niveau central et régional afin d'appuyer la mise en œuvre des recommandations retenues;
- Clôture de la mission à travers la production d'un rapport de fin de mission.

## Livrables de la phase :

Livrable 4 : Les fiches techniques relatives aux sessions d'accompagnement pour la mise en œuvre des recommandation.

Livrable 5 : Un rapport de fin de mission sur l'ensemble des activités, compilant les PV des réunions de restitution, les fiches techniques des sessions d'accompagnement, et tirant les principaux constats de la mission, les leçons apprises et les recommandations pour de futures missions similaires.

# Plan de l'intervention

1. Contexte de la mission
2. Objectifs et résultats attendus
3. Description de la mission et livrables
4. Aspects opérationnels
5. Expertise recherchée
6. Q&A

# Aspects opérationnels

**La durée de cette prestation est de 8 mois.**

## **Lieux de la prestation**

**La mission aura lieu à Rabat avec des déplacements (visites d'études) prévus dans six régions.**

**Une partie du travail des expert.e.s pourra être effectuée à distance. Ce travail à distance sera autorisé préalablement selon un calendrier validé par le comité de suivi.**



Les critères d'évaluation technique de l'offre sont détaillés dans les Termes de Référence

# Plan de l'intervention

1. **Contexte de la mission**
2. **Objectifs et résultats attendus**
3. **Description de la mission et livrables**
4. **Aspects opérationnels**
5. **Expertise recherchée**
6. **Q&A**

# Expertise recherchée

L'expertise nécessaire pour la mise en œuvre de cette mission est recherchée à travers une équipe d'experts

- **Expert.e I : Chef.fe d'équipe spécialiste Genre et politiques publiques**
- **Expert.e II : Expert.e en politiques fiscales**
- **Expert.e III : Assistant.e de recherche**



Les critères d'évaluation technique de l'offre sont détaillés dans les Termes de Référence

# Plan de l'intervention

1. **Contexte de la mission**
2. **Objectifs et résultats attendus**
3. **Description de la mission et livrables**
4. **Aspects opérationnels**
5. **Expertise recherchée**
6. **Q&A**



Merci de votre attention!

Des questions?